



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

CÔTE D'IVOIRE : SITUATION POLITIQUE ET SÉCURITAIRE PRÉOCCUPANTE

La **Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)** est vivement préoccupée par la dégradation de la situation politique et sécuritaire prévalant actuellement en Côte d'Ivoire.

En effet, la tension est montée d'un cran après la recommandation des médiateurs du Groupe de Travail International (GTI) s'opposant à la prolongation du mandat des députés ivoiriens venu à terme en décembre dernier.

Depuis le 16 janvier 2006, des partisans de Laurent GBAGBO appelés " Jeunes Patriotes ", ont manifesté violemment contre cette recommandation et s'en sont pris respectivement à la Mission onusienne ainsi qu'aux militaires français de la Mission Licorne.

Par ailleurs, le FPI, parti du Président Laurent GBAGBO menace de se retirer du processus de paix et réclame le départ des forces étrangères de la Côte d'Ivoire, ce qui risque de compromettre le processus de transition en cours.

Face à la gravité de la situation, la **RADDHO** :

- **Condamne** fermement tous les actes visant à déstabiliser le processus de paix en Côte d'Ivoire quels qu'en soient les auteurs ;
- **Demande** aux autorités ivoiriennes de veiller à la sécurité des personnes et de leurs biens ;
- **Recommande** fortement aux acteurs politiques ivoiriens de veiller au respect strict de la Résolution 1633 des Nations Unies et de faire preuve de volonté politique pour une issue heureuse de cette phase de transition devant aboutir à des élections libres, démocratiques et transparentes en Côte d'Ivoire.

Fait à Dakar, le 18 janvier 2006
Le Secrétariat Général